

## ESPACE LIBRE

## Défis de la qualité des données pour l'analyse de l'abordabilité alimentaire dans les pays du Sahel central, en Afrique de l'Ouest

Soufianou Moussa<sup>a</sup>, Cabrelle Lauriane Dzoukou Homsy<sup>b</sup>, Rokhaya Cissé<sup>c</sup>, Saidou Magagi<sup>d</sup>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v35n1.2100>



**RÉSUMÉ.** L'insécurité alimentaire et nutritionnelle constitue une préoccupation majeure pour les pays d'Afrique de l'Ouest, particulièrement au Sahel central, formé par le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Dans cette zone, l'analyse de l'accès à une alimentation saine et nutritive exige des données de qualité. Au-delà des données traditionnelles utilisées, l'intégration de la dimension « abordabilité alimentaire » rend le besoin de données de qualité encore plus aigu. Ce diagnostic, basé sur un modèle d'analyse de l'abordabilité alimentaire, fait le point sur la qualité des données disponibles dans ces trois pays à partir des métadonnées. Les résultats montrent la persistance de lacunes majeures, notamment sur les données agricoles, sur le commerce et sur les marchés, souvent manquantes, inaccessibles ou incomplètes. Bien que le niveau d'harmonisation apparaisse satisfaisant pour certaines variables, la désagrégation reste insuffisante. L'analyse souligne que rendre les données comparables et accessibles constitue un défi à relever par la mise en place d'un système structurel et commun de collecte pour le Sahel central.

**Mots clés :** Qualité des données, insécurité alimentaire et nutritionnelle, abordabilité, Sahel central

**ABSTRACT.** Food and nutrition insecurity is a major concern for West African countries, especially in the Central Sahel region, which includes Burkina Faso, Mali and Niger. Analyzing access to healthy and nutritious food in that area requires high-quality data, and the inclusion of "food affordability," in addition to traditional data, further increases this need for high-quality data. This study is based on a food affordability analysis model and uses metadata from the three countries to assess the quality of the available data. The results show persisting major deficiencies, particularly in agricultural, trade, and market data, which are often missing, inaccessible or incomplete. Although a satisfactory level of harmonization is achieved for some of the variables, disaggregation remains inadequate. The analysis shows that making data comparable and accessible is a challenge that needs to be tackled by setting up a common, structured data collection system for Central Sahel.

**Key words:** Data quality, food and nutrition insecurity, affordability, Central Sahel

<sup>a</sup> Ph. D., chercheur, Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales, Institut Fondamental d'Afrique noire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

<sup>b</sup> Ingénieure Statisticienne-Économiste, doctorante, Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales, Institut Fondamental d'Afrique noire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

<sup>c</sup> Ph. D., chercheure, Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales, Institut Fondamental d'Afrique noire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

<sup>d</sup> Doctorant, Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales, Institut Fondamental d'Afrique noire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

## Introduction

Se basant sur les conclusions du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2008) définit la sécurité alimentaire comme une situation dans laquelle « tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (p. 1). Dans de nombreux pays, notamment ceux en développement, un grand nombre de personnes vivent plutôt dans l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, marquée par leur incapacité de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels, souvent de manière chronique.

De par le caractère inhumain des difficultés qu'elle traduit et de par l'incapacité de plusieurs pays à y faire face de manière structurelle, la lutte contre l'insécurité alimentaire constitue un enjeu mondial persistant et nécessitant des efforts concertés pour garantir à chaque personne un accès équitable à une alimentation adéquate. Cette préoccupation figure parmi les priorités internationales, comme en témoigne l'Objectif de développement durable 2 (ODD 2) des Nations Unies consacré à l'éradication de la faim à travers l'initiative Faim « zéro »<sup>1</sup>.

### *À l'échelle mondiale*

Il faut souligner qu'une part significative de la population mondiale reste exposée à une vulnérabilité alimentaire à des degrés divers. À titre illustratif, en 2023, le nombre de personnes ayant souffert de la faim a été estimé entre 713 et 757 millions, soit en moyenne 9,1 % de la population mondiale (FAO et collab., 2024). Ces estimations de 2023 sont de manière absolue supérieures à celles de 2022, année où ces chiffres se situaient entre 690 et 783 millions, le nombre de personnes touchées représentant en moyenne 9,2 % de la population (FAO et collab., 2023). Ces données de 2023 et de 2024 soulignent la persistance de l'insécurité alimentaire qui, bien que connaissant une très légère tendance à la baisse en termes de proportions mais à la hausse sur la base des effectifs absolus entre les deux années, demeure à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés avant la pandémie de COVID-19, dans la mesure où, en 2019, environ 690 millions de personnes, représentant 8,9 % de la population mondiale, étaient sous-alimentées (FAO et collab., 2023).

### *En Afrique*

Néanmoins, ce portrait mondial cache d'énormes disparités entre les régions du globe. À ce titre, en 2023, l'Afrique concentrait à elle seule 23,4 % de la population souffrant de la faim, alors que le continent ne représente que 18,75 % de la population mondiale (UNFPA, 2023 ; FAO et collab., 2024). Malgré les efforts déployés par les gouvernements et leurs partenaires, la prévalence de la sous-alimentation en Afrique est passée de 19,3 % en 2022 à 19,9 % en 2023 (FAO et collab., 2023 et 2024). Toutefois, selon les mêmes sources, la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle reste marquée par des inégalités internes entre les différentes régions du continent africain.

### *Au Sahel central, en Afrique de l'Ouest*

Situés au cœur de l'Afrique de l'Ouest, les pays du Sahel central, soit le Burkina Faso, le Mali (4,54 %) et le Niger, figurent parmi les plus pauvres de la planète. Leurs indicateurs socioéconomiques sont peu élevés, comme l'illustre le tableau 1. Selon le Programme de Nations Unies pour le développement (PNUD, 2024), leur indice de développement humain (IDH) 2023 est très faible : 0,459 pour le Burkina Faso, et 0,419 pour le Mali et pour le Niger (voir tableau 1). Les trois pays se situent dans une zone enclavée, aride et sèche. La saison pluvieuse, période durant laquelle s'effectue l'essentiel de la

production agricole, ne dure en général que de juillet à septembre (Famine Early Warning Systems Network, 2025; Programme Alimentaire Mondial, 2020).

Indicateur	Burkina Faso	Mali	Niger	Sources
Population (en millions)	23,55	24,48	27,03	Banque mondiale (2024)
Taux annuel de croissance démographique (%)	2,86	2,90	3,66	UN DESA, WPP (2024)
Âge médian (en années)	17,6	16,2	15,1	UN DESA, WPP (2024)
Taux d'alphabétisation (% d'adultes de plus de 15 ans)	48,0	31,0	35,0	UNESCO Institute for Statistics (2023)
Accès à l'eau potable (% population)	64,0	77,0	56,0	UNICEF et OMS (2022)
PIB/habitant (en USD constants PPA)	2 411	2 480	1 315	Banque mondiale (2023)
Indice de développement humain (IDH)	0,459	0,419	0,419	PNUD (2024)
Taux de pauvreté (% de la population vivant avec moins de 1,90 USD/jour)	36,6	41,9	44,1	Banque mondiale (2023)
Espérance de vie (en années)	60,8	59,0	61,6	UN DESA, WPP (2024)
Malnutrition aiguë sévère (en % des moins de 5 ans)	1,0	1,8	2,4	Enquêtes SMART nationales (2020-2022)
Personnes déplacées internes (en milliers)	2 062	354	710	UNHCR (2024)

*Note.* OMS = Organisation mondiale de la santé; PNUD = Programme de Nations Unies pour le développement; UN DESA, WPP = United Nations Department of Economic and Social Affairs, World Population Prospects; UNHCR = Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; UNICEF = United Nations Children's Fund (UNICEF)

Tableau 1 – Quelques indicateurs socioéconomiques des pays du Sahel central

*Sur le plan administratif*

Les trois pays sont des républiques et sont subdivisés en régions :

- Burkina Faso : 17 régions (depuis la réforme territoriale adoptée en juillet 2025); capitale : Ouagadougou; niveau d'urbanisation : 33 %;
- Mali : 19 régions, en plus du District de Bamako; capitale : Bamako; niveau d'urbanisation : 47 %;
- Niger : 8 régions; capitale : Niamey; niveau d'urbanisation : 18 % (Groupe de la Banque mondiale, 2025).

Les capitales constituent les principaux centres urbains des trois pays.

La démographie constitue un enjeu majeur pour les pays. Entre une croissance démographique assez marquée, une population jeune et une urbanisation rapide, les pouvoirs publics doivent répondre à une demande sans cesse croissante de services publics (principalement : éducation, santé, protection sociale et sécurité). Cette pression sur les pouvoirs publics s'exprime de manière continue dans un contexte de

rareté structurelle des ressources financières. Les conséquences vont de l'instabilité politique (se soldant souvent par des coups d'État militaires) à l'insécurité civile, comme celle que les trois pays connaissent depuis les années 2010.

#### *Sur le plan politique*

Les trois pays présentent de nombreuses similitudes sur ce plan. Depuis leur indépendance dans les années 1960, ils ont connu une succession de régimes démocratiques et des régimes militaires (arrivés au pouvoir à la suite de putsch). Après une décennie de pouvoir civil élu (de 2014 à 2021 pour le Burkina Faso; de 2013 à 2020 pour le Mali; et de 2010 à 2023 pour le Niger), les trois pays sont actuellement dirigés par des militaires. Cette instabilité politique présente des répercussions sur tous les secteurs.

#### *Sur le plan de la sécurité alimentaire*

La continuité des initiatives en prend généralement un coup et la mobilité des cadres chargés de la mise en œuvre des stratégies plombe leur efficacité. En outre, depuis 2010, les trois pays font face à une situation d'insécurité civile inédite, entretenue par des groupes armés non étatiques. Cette situation pèse lourd sur les ressources, déjà faibles, de ces pays contraints d'augmenter leur budget militaire. En plus de la hausse de la mortalité violente, l'insécurité se traduit par des déplacements des populations.

Les trois pays ont toujours fait face à un problème persistant de faim et de malnutrition. Le Burkina Faso (9,27 %), le Mali (4,54 %) et le Niger (13,31 %) concentrent 27,12 % hors Nigéria de la population régionale faisant face à des difficultés alimentaires ou nutritionnelles en 2023 (FAO et collab., 2024). Ainsi, dans chacun des trois pays, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle reste préoccupante. À titre illustratif, en 2024, selon le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA, 2024), environ 2,7 millions de Burkinabè (11,3 % de la population), 1,4 million de Maliens (5,7 % de la population) et 3,4 millions de Nigériens (12,6 % de la population) étaient vulnérables à l'insécurité alimentaire, ce qui représente une part importante des populations de ces pays. En outre, ces trois pays font partie des pays africains cités par le Groupe de la Banque mondiale (2025) comme se démarquant du reste du monde par le fait que les défis alimentaires persistants auxquels font face les populations intègrent particulièrement une dimension nutritionnelle, en sus de l'insécurité alimentaire.

Selon les enquêtes *Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions* (SMART<sup>2</sup>) conduites par chacun des trois pays, la malnutrition aiguë sévère qui constitue la forme la plus critique de dénutrition, l'une des plus élevées dans le monde, touche environ 1 % des enfants de moins de 5 ans au Burkina Faso en 2020 (Ministère de la Santé, 2020); 1,8 % au Mali en 2021 (Institut national de la statistique et Sous-Direction Nutrition, 2021); et 2,4 % au Niger en 2022 (Ministère de la Santé Publique et Institut national de la statistique, 2022).

La production agricole nationale ne couvre que faiblement les besoins alimentaires. De ce fait, les importations constituent un recours indispensable, ce qui rend les pays vulnérables au marché mondial des céréales (Salgado Baptista et collab., 2022). La faim sévit particulièrement durant la « période de soudure », se situant entre mai et septembre (Bremner et Sissoko, 1998). Durant cette période, la plupart des ménages ont consommé leur stock alimentaire issu de la production hivernale passée, alors que la nouvelle saison démarre à peine. Durant cette période, à cet épuisement de la production des ménages, s'ajoute une hausse des prix des denrées alimentaires, qui rend les produits peu abordables pour un grand nombre de ménages et qui aggrave la crise.

En Afrique de l'Ouest, de nombreux travaux se sont intéressés aux déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (Zakari et collab., 2014; Nébié et collab., 2021; Sawadogo et collab., 2022; Awoyemi et collab., 2023; Orjiakor et collab., 2023; Tetteh et collab., 2024). Les déterminants mis en

lumière par la littérature sont multiples et peuvent être regroupés en facteurs individuels, socioéconomiques, culturels, géographiques, environnementaux et politiques. Cependant, pour diverses raisons, les analyses se sont peu intéressées au rôle des marchés alimentaires et à l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive.

L'une des raisons tient au manque de données pour intégrer ces deux dimensions. À ce sujet, il faut noter que les variables pouvant traduire le fonctionnement des marchés ou l'abordabilité alimentaire sont pratiquement absentes des nombreuses bases de données renfermant des variables pertinentes portant sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Sur un autre plan, les trois pays sont membres d'un dispositif fédérateur appelé le *Cadre harmonisé* (CILSS, 2022), qui produit des données et des analyses sur l'insécurité alimentaire avec des recommandations destinées aux États d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Nonobstant l'existence de ces dispositifs et plateformes, la question sur la qualité des données sectorielles mérite d'être posée. Cette question prend une dimension particulière, compte tenu de la gravité du sujet, soit le besoin d'analyses fines et détaillées pour faire face au problème de la faim dans la zone. En effet, la conception et l'efficacité des interventions publiques ou parapubliques entreprises pour faire face à l'insécurité alimentaire dépendent de l'exactitude des analyses produites et, donc, de la qualité des données utilisées à cette fin.

C'est ainsi que cet article, basé sur une analyse conceptuelle de la place du fonctionnement des marchés parmi les déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle développée par Moussa et ses collègues (2023), cherche à mettre en exergue les limites des données nécessaires pour la compréhension de l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive au Sahel central.

La première section présente le cadre conceptuel, puis nous présentons le cadre théorique, soit un modèle conceptuel d'analyse théorique de l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive. La troisième section détaille la méthodologie. Les résultats sont ensuite présentés et discutés. Enfin, une conclusion clôt l'analyse.

## 1. Cadre conceptuel

### 1.1 L'insécurité alimentaire et nutritionnelle : un concept traduisant une réalité complexe

#### *Insécurité alimentaire*

Tout en rappelant que l'insécurité alimentaire constitue un problème majeur, même dans une région du monde aussi développée que le Québec, Fournier (2022) soutient la difficulté de sa mesure statistique, dans la mesure où le taux d'insécurité alimentaire peut être estimé de différentes manières. En effet, dans les pays riches, l'insécurité alimentaire se traduit par la précarité alimentaire, par l'exclusion sociale et par l'obésité, tandis que, dans les pays en développement, ses visages sont plutôt la faim, la malnutrition infantile et la dépendance aux importations (IFPRI, 2020).

#### *Insécurité nutritionnelle*

L'insécurité nutritionnelle reflète, quant à elle, des carences en nutriments essentiels, souvent liées à des régimes peu diversifiés, à des maladies ou à un mauvais état sanitaire (OMS, 2024).

Les deux types d'insécurité sont étroitement liés, bien que des cas d'insécurité nutritionnelle puissent exister sans insécurité alimentaire apparente, comme dans les contextes où l'alimentation est abondante, mais déséquilibrée (Herforth et collab., 2020).

*Insécurité alimentaire et nutritionnelle*

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est un enjeu majeur à toutes les échelles (individuelle et collective) affectant la santé, la stabilité sociale et la croissance économique. Le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 considère l'insécurité alimentaire et nutritionnelle comme l'incapacité des individus à accéder régulièrement à une nourriture suffisante, saine et nutritive. Elle résulte des défaillances dans quatre piliers, à savoir la disponibilité, l'accès, l'utilisation d'une alimentation saine et nutritive ainsi que la stabilité des trois premiers piliers (FAO, 1996 et 2008). Certains auteurs, dans une approche multidisciplinaire, mettent en avant les carences nutritionnelles, les pratiques alimentaires et les impacts sanitaires de régimes inadaptés (Bricas et Daviron, 2008; HLPE, 2017).

Sur le plan économique, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est liée à la pauvreté, à la volatilité des prix et à l'absence de protection sociale, avec en toile de fond un dysfonctionnement des marchés et un affaiblissement du pouvoir d'achat (Maxwell et Smith, 1992; Fournier, 2022). À ce titre, Fournier (2022) propose une définition qui allie la manifestation de l'insécurité alimentaire à sa cause immédiate : « l'insécurité alimentaire consiste en un accès inadéquat ou incertain aux aliments principalement en raison d'un manque de ressources financières » (p. 8).

En Afrique de l'Ouest, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle suit généralement une typologie à quatre profils :

- *chronique* : quand elle est associée à une pauvreté structurelle;
- *aiguë* : quand elle résulte de chocs soudains;
- *saisonniers* : quand elle est tributaire de cycles agricoles; et
- *latente* : quand les indicateurs nutritionnels sont préoccupants (CILSS, 2022).

Exceptionnellement, en cas de déséquilibre aigu et généralisé, un cinquième type correspondant à la famine est défini (CILSS, 2022).

Dans les pays en développement, particulièrement en Afrique de l'Ouest, l'enjeu lié à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est si important qu'il mobilise pratiquement tous les acteurs du développement, allant des gouvernements aux organisations non gouvernementales nationales ou internationales (p. ex., Médecins sans frontières, Save the Children, Croix-Rouge), en passant par plusieurs organismes relevant des Nations Unies (p. ex., FAO, OMS, UNICEF, PNUD). Dans ces pays, la dépendance à l'aide internationale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire s'étend à toutes les étapes, de la conception des politiques à la mise en œuvre des interventions d'aide aux populations touchées, en passant par le processus de collecte de données et de suivi-évaluation.

## 1.2 La qualité des données statistiques : un enjeu fondamental pour l'analyse

La qualité des données statistiques constitue un enjeu fondamental pour l'analyse des dynamiques socioéconomiques et pour la formulation de politiques publiques efficaces. Selon la *Charte africaine de la statistique* (Union africaine, 2009), la qualité des données statistiques est évaluée suivant six composantes principales :

- la *pertinence*, qui garantit que les données répondent aux besoins des utilisateurs;
- l'*exactitude* et la *fiabilité*, qui assurent que les statistiques reflètent fidèlement la réalité observée;
- la *cohérence* et la *comparabilité*, qui permettent d'articuler les données dans le temps, entre régions et entre pays;
- l'*actualité* et la *ponctualité*, qui veillent à ce que les données soient produites et diffusées dans les délais requis;
- la *continuité*, qui facilite le suivi des tendances à long terme; et
- la *prise en compte des spécificités africaines*, qui impose une adaptation des méthodes aux réalités sociales, économiques, culturelles et environnementales du continent.

Plusieurs auteurs et institutions africaines insistent sur le rôle central de la qualité statistique dans le pilotage des politiques publiques. Le rapport sur les *Dynamiques du développement durable en Afrique 2018: Croissance, emploi et inégalités* (Union africaine et OCDE, 2018) ainsi que les bilans des Schémas directeurs de la statistique (ANSD, 2020; INSTAT, 2021) rappellent que des données fiables, actualisées et désagrégées sont un préalable indispensable à toute action publique fondée sur des preuves. AFRISTAT (2020) souligne également que le renforcement des capacités statistiques des pays africains constitue une condition essentielle pour mieux suivre les ODD et l'Agenda 2063 de l'Union africaine (2015).

Dans les trois pays du Sahel central, marqués par des vulnérabilités structurelles et par des chocs récurrents (sécuritaires, climatiques et macroéconomiques), disposer de données fiables, harmonisées et suffisamment désagrégées est capital pour appréhender des questions aussi délicates et paramétriques que l'abordabilité des produits alimentaires. Les décisions pour pallier l'épineux problème de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle nécessitent des analyses fines et localisées pour permettre de définir des interventions adéquates selon les situations.

À titre illustratif, les réalités socioéconomiques (habitudes et préférences alimentaires, mode de production, types d'emplois, etc.), différant entre milieux urbain, semi-urbain et rural, demandent des analyses distinguant ces trois types de milieux de résidence ou, à défaut, deux de ces trois types (urbain et rural). Cette logique s'applique également à l'échelle de l'organisation administrative des pays, dans la mesure où les subdivisions des pays (notamment la première échelle) reposent en partie sur une certaine homogénéité socioculturelle et linguistique des populations.

Le concept de qualité des données statistiques repose sur trois dimensions clés : la disponibilité, l'harmonisation méthodologique et la désagrégation, notamment à l'échelle régionale. Le *Cadre de gestion de la qualité des statistiques* développé par AFRISTAT (2016) rappelle que l'information statistique ne peut être pertinente que si elle est produite régulièrement, selon des normes rigoureuses et désagrégées, de manière à refléter les disparités territoriales et sociales. La Banque africaine de développement (2020), à travers l'initiative du Réseau d'information pour l'Afrique, a également mis en avant ces trois piliers dans ses efforts pour promouvoir les plateformes de données ouvertes dans les pays africains. De même, dans le *Rapport sur la révolution des données en Afrique* (Commission économique pour l'Afrique, Banque africaine de développement et Partenariat mondial pour les données de développement durable, 2019), on insiste sur l'importance de combler les lacunes de disponibilité des données, de renforcer l'interopérabilité méthodologique entre systèmes statistiques nationaux et d'améliorer la granularité des données pour mieux cibler les interventions.

### 1.3 La disponibilité des données : entre lacunes structurelles et efforts d'amélioration

De nombreux travaux soulignent la faiblesse structurelle des systèmes statistiques nationaux dans les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne. Jerven (2013) évoque des « statistiques pauvres » résultant de calendriers de collecte irréguliers, d'un manque de financement chronique et de dépendances aux projets internationaux. Ces constats s'appliquent au Sahel central, où les données socioéconomiques sont souvent incomplètes, obsolètes ou limitées à certains agrégats nationaux.

Des initiatives telles que les recensements de la population, les enquêtes harmonisées sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) ou les bases de données issues du *Cadre harmonisé* du Sahel (CILSS, 2022), tous soutenus par les pays développés ou par des organisations internationales bilatérales ou multilatérales, ont permis des avancées en matière de disponibilité des données. Toutefois, les séries temporelles restent souvent courtes, discontinues ou difficilement comparables entre les pays.

En outre, les trois pays disposent de systèmes d'information sur les marchés assez fonctionnels (MDR, 2021; MAE, 2022; MARAH, 2022). Ils se composent de deux parties complémentaires : agricoles (SIMA) et à bétail (SIMB). Ces systèmes, logés au ministère chargé de l'agriculture, disposent d'une couverture nationale et produisent des données sur les prix assez régulièrement. Toutefois, leurs capacités analytiques sont à améliorer et leur ancrage institutionnel (ministère de l'Agriculture) tend à limiter leur portée. À défaut d'être des systèmes autonomes (comme les instituts de la statistique), ils devraient à ce titre être rattachés à la primature, ce qui leur permettrait d'être multisectoriels.

#### 1.4 L'harmonisation des données : un défi méthodologique persistant

L'harmonisation des données est capitale pour assurer la comparabilité dans le temps et l'espace. Dans le contexte du Sahel central, plusieurs études pointent les divergences de définitions, de classifications et de méthodes de collecte entre les pays et, parfois, entre les sources nationales et internationales (Devarajan, 2013). Ces écarts rendent difficile l'élaboration d'indicateurs robustes à l'échelle régionale et permettant de dégager des résultats fort comparables, notamment sur les revenus, sur la consommation ou sur la pauvreté.

Les efforts de coordination entre les instituts de la statistique, appuyés par les institutions régionales (p. ex., l'Union économique et monétaire ouest-africaine [UEMOA] et la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest [CEDEAO]) et par plusieurs partenaires techniques (p. ex., Banque mondiale, Fonds des Nations Unies pour la population, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Agence des États-Unis pour le développement international [USAID]), ont permis des progrès.

Par exemple, l'Initiative régionale sur les statistiques alimentaires et nutritionnelles dans le Sahel, appuyée par le Projet d'amélioration de la gouvernance de la résilience, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable (PAGR-SANAD), vise à :

- Renforcer les capacités institutionnelles des structures régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS) pour produire des statistiques alimentaires et nutritionnelles harmonisées;
- Entreprendre les réformes nécessaires des instruments d'information et de suivi-évaluation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire, avec des données ventilées selon le genre et l'âge;
- Intégrer efficacement la dimension nutritionnelle dans les politiques agricoles régionales.

Cette initiative a permis d'unifier les approches de mesure, d'améliorer la gouvernance régionale des données et de poser les bases d'un suivi intégré des indicateurs liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

#### 1.5 La désagrégation des données : un impératif pour l'analyse territoriale et inclusive

L'Agenda 2063 de l'Union africaine (2015) promeut la désagrégation des données comme condition pour « ne laisser personne de côté ». Au Sahel central, la forte hétérogénéité territoriale (zones rurales/urbaines, régions frontalières/centrales) exige une granularité plus fine des données, notamment pour analyser l'abordabilité des produits alimentaires selon les contextes locaux. Or, les données disponibles sont rarement désagrégées à l'échelle infranationale de façon systématique. Certaines enquêtes (p. ex., les EHCVM) le permettent partiellement, mais les échantillons sont souvent insuffisants pour des analyses statistiques robustes aux échelles régionale ou départementale; l'échelle communale étant encore très peu considérée.

De plus, les bases administratives (registre social, données de sécurité alimentaire) manquent souvent de métadonnées complètes. Des organisations telles que la FAO (2018), l'UNICEF (2019) et Data2X (2021) soulignent l'importance de renforcer les capacités de collecte et d'analyse désagrégée, en particulier pour les groupes vulnérables (femmes, enfants, ménages pauvres), afin de mieux orienter les politiques de développement.

## 2. Cadre théorique

### 2.1 Évaluer la qualité des données : cadres existants et outils disponibles

Plusieurs cadres méthodologiques ont été développés pour évaluer la qualité des données statistiques. Le *Cadre d'amélioration de la qualité des données du Fonds mondial* (DQAF) du Fonds monétaire international (FMI, 2024) est l'un des plus complets, intégrant des dimensions telles que la pertinence, l'exactitude, la cohérence, l'accessibilité et l'actualité. D'autres outils comme l'*Open Data Inventory* (ODIN) ou l'*Open Data Barometer* permettent de comparer la disponibilité et l'accessibilité des données ouvertes par pays. Toutefois, ces outils restent encore peu appliqués à l'échelle infranationale.

Dans le cadre de cette étude, nous allons croiser trois dimensions de la qualité (disponibilité, harmonisation et désagrégation) dans une perspective analytique territoriale.

### 2.2 Un modèle conceptuel d'analyse de l'abordabilité alimentaire au Sahel

Conformément à la théorie économique traditionnelle, les prix des produits sont déterminés par la confrontation de l'offre et de la demande sur les marchés, mettant ainsi en exergue le premier rôle des marchés dans l'insécurité alimentaire, d'autant plus que le marché reste le principal lieu d'acquisition des produits alimentaires pour les ménages sahéliens. Or, la question de la formation des prix n'est pas suffisante pour comprendre la problématique de la consommation d'une alimentation saine et nutritive dans les ménages.

Dans un grand nombre de situations, pour un prix librement fixé sur le marché, les produits alimentaires restent inaccessibles pour une écrasante majorité des ménages. Dès lors, il faudrait ajouter un troisième paramètre, qui est le revenu des ménages dont le niveau permet l'accès à une alimentation saine et nutritive.

Ainsi, la rencontre entre les prix et les revenus des ménages ou, plus précisément, la part des revenus dédiée à l'alimentation permettra de comprendre la question de l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive et, par là, la persistance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel central. En d'autres termes, la rencontre entre le coût minimal d'un panier d'aliments sains et nutritifs et le revenu des ménages correspond à un niveau d'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive d'une population.

Ainsi, connaître la proportion et les caractéristiques de la population dont le revenu est inférieur à ce coût minimal permet de formuler des stratégies visant à mieux combattre le problème de la faim et de la nutrition. L'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive prend alors une dimension centrale dans les politiques sectorielles. Elle apparaît comme une variable dans le temps et l'espace, donc comme un levier phare qu'il convient d'évaluer. Il faut aussi en documenter les déterminants pour pallier rapidement le problème de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans le cadre d'une recherche menée en collaboration avec le Bureau régional du Programme alimentaire mondial pour l'Afrique de l'Ouest, Moussa et ses collègues (2023) ont développé un modèle conceptuel mettant en évidence les facteurs socioéconomiques et politiques ayant des impacts sur l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive dans le contexte du Sahel. Le modèle intègre des facteurs nationaux et internationaux, qu'ils soient individuels ou collectifs. Parmi les facteurs nationaux, sont mis en évidence :

- les *facteurs politiques* : politiques agricoles, gouvernance, insécurité civile et interventions institutionnelles (achats publics des produits alimentaires, assistance sociale, etc.);
- les *facteurs économiques* : revenus des ménages dont budget alimentaire, dynamique commerciale et prix des biens et services;
- les *facteurs socioculturels* : éducation, santé, pratiques de soins et valeurs communautaires;
- les *facteurs biophysiques et environnementaux* : ressources naturelles, changements climatiques et catastrophes naturelles;
- les *facteurs démographiques* : croissance urbaine, migrations et déplacements de populations; et
- les *facteurs technologiques et infrastructurels* : infrastructures, innovations et commodités facilitant l'accès aux marchés.

Quant aux facteurs internationaux, en plus des règles du commerce international (notamment dans un cadre mondialisé consacrant à priori une liberté de circulation des biens), de manière plus récente, on retrouve les impacts particulièrement vifs de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et du conflit russo-ukrainien. Ces deux crises se sont traduites par le manque de stabilité de l'économie mondiale, par des contraintes majeures dans la production et/ou la livraison des denrées alimentaires (notamment, le blé), par la baisse, voire la perte de revenus de beaucoup de ménages, sans oublier l'instabilité (tendance vers la hausse) du coût du dollar, qui rend plus onéreux les achats internationaux des pays ouest-africains.

Le modèle conceptuel de Moussa et ses collègues (2023) présente l'ensemble des facteurs de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, du fonctionnement des marchés alimentaires et de l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive, en soulignant leurs interrelations. La version complète de ce modèle est présentée comme suit :

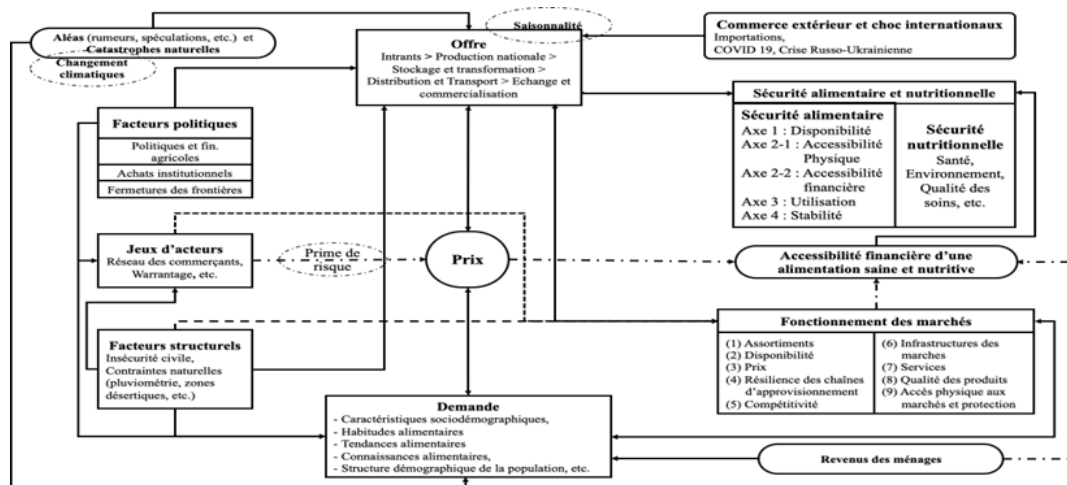


Figure 1 – Modèle conceptuel d'analyse de l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive au Sahel central  
Source : Moussa et collab., 2023

Ce modèle conceptuel indique qu'un grand nombre de variables de natures différentes (quantitatives et qualitatives) et variées (portant sur des secteurs multiples) sont nécessaires pour une analyse robuste des déterminants de l'abordabilité.

Par conséquent, avant d'entamer le processus analytique, il convient de faire une cartographie des données disponibles ainsi que de leur qualité. Pour chaque point souligné dans le modèle conceptuel, l'exercice consiste à étudier la disponibilité des données de qualité, permettant de le mesurer soit directement, soit

indirectement à travers des proxys. Ainsi, l'approche consiste à déterminer l'existence de données de qualité permettant d'évaluer chaque composante du modèle conceptuel dans les trois pays.

### 3. Méthodologie

Dans un premier temps, une revue de littérature ciblée a été conduite afin d'identifier les indicateurs pertinents pouvant être mobilisés comme des proxys des principaux facteurs explicatifs de l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive, tels qu'ils ont été mis en évidence dans le modèle conceptuel présenté (voir figure 1). Cette étape a permis de sélectionner un ensemble de variables reflétant les dynamiques socioéconomiques, nutritionnelles, démographiques, agricoles et institutionnelles propres au contexte du Sahel central.

La recherche des données et de leurs métadonnées correspondantes a ensuite été menée de manière systématique à travers différents canaux. Les principales sources consultées sont constituées :

- de plateformes nationales (instituts nationaux de la statistique, ministères sectoriels);
- de bases de données internationales (Food and Agriculture Organization Statistical Database [FAOSTAT], Enquêtes démographiques et de santé [EDS], World Development Indicators [WDI]), et;
- de rapports d'enquêtes sectorielles ou multisectorielles.

Les variables recherchées par composante principale du modèle conceptuel sont présentées au tableau 2. Si les variables sont regroupées par composante dans le tableau, il convient de souligner que certaines peuvent être associées à plusieurs composantes. Le classement est par conséquent lié à la composante la plus « forte » associable à la fonction première de chaque variable.

L'analyse cherchait, dans un premier temps, à accéder à des données désagrégées à l'échelle communale, en cohérence avec les disparités locales qui caractérisent les pays de la zone. Toutefois, en raison de fortes contraintes liées à la disponibilité limitée, à l'absence de désagrégation ou encore au manque d'harmonisation temporelle entre les pays, il a été nécessaire d'ajuster la stratégie d'exploitation des données et des métadonnées.

Par ailleurs, les trois dimensions de la qualité retenues précédemment sont celles qui peuvent faire l'objet d'une évaluation harmonisée à partir des métadonnées disponibles. Ainsi, les indicateurs retenus ont finalement été analysés à l'échelle du premier découpage administratif de chaque pays : les « régions ». Cette échelle a été considérée comme le compromis méthodologique le plus robuste permettant d'assurer un minimum d'homogénéité, tout en capturant une part significative des disparités spatiales. Dans certains cas, des interpolations ou des recoupements entre sources ont été nécessaires afin d'estimer des valeurs manquantes ou de reconstituer des séries temporelles cohérentes pour l'ensemble des trois pays.

Dans cet exercice, la « qualité des données » est évaluée suivant trois critères, à savoir :

- leur *disponibilité* en série longue : Une donnée est qualifiée d'indisponible quand elle n'est présente dans aucune base de données publiquement accessible et que les requêtes adressées aux experts nationaux travaillant dans les instituts nationaux de la statistique ou autres structures actives dans le domaine n'ont pas permis de les retrouver;
- leur *niveau d'harmonisation* entre les pays : La question de l'harmonisation est relative, pour les données existantes, à leur comparabilité et à leur cohérence entre les trois pays, notamment. Un intérêt particulier est accordé à la temporalité et au champ d'application défini par rapport aux types d'individus sur lesquels portent les questions;

- leur *degré de désagrégation* à l'intérieur d'un pays : L'évaluation de la désagrégation cherche à savoir si les données sont disponibles à des échelles inférieures à l'échelle nationale; la situation idéale étant de cartographier les données jusqu'à l'échelle communale.

#### 4. Résultats

Les résultats de l'évaluation de la qualité des données à partir de leur disponibilité, de leur harmonisation et de leur degré de désagrégation sont présentés au tableau 2.

FACTEURS	BURKINA FASO	MALI	NIGER
<b>Aléas et catastrophes naturelles</b>			
Dégâts alimentaires annuels par catastrophe naturelle	NDi	NDi	NDi
Degré/dégâts des catastrophes naturelles (cheptels perdus, production détruite, etc.)	NDi	NDi	NDi
Nombre annuel de catastrophes naturelles	NDi	NDi	NDi
<b>Commerce extérieur et chocs internationaux</b>			
Exportations des produits alimentaires	NDi	NDi	NDi
Importations des produits alimentaires	NDi	NDi	NDi
<b>Demande</b>			
Budget éducation moyen des ménages	NDs	NDs	NDs
Connaissances alimentaires	NDi	NDi	NDi
Coût de préparation des aliments	NDi	NDi	NDi
Habitudes alimentaires	NDi	NDi	NDi
Proportion de la population ayant reçu une assistance alimentaire dans la région	NDi	NDi	NDi
Situation matrimoniale	NDs	NDs	NDs
Stratégie d'adaptation des populations	NDi	NDi	NDi
Taille de ménage	OK	NDs	OK
Taux de mortalité maternelle	NDs	NDs	NDs
Tendance alimentaire	NDi	NDi	NDi
<b>Facteurs politiques</b>			
Achats institutionnels des États et ceux des partenaires	NDi	NDi	NDi
Existence des infrastructures par région	NDi	NDi	NDi
Financement agricole (montant annuel)	NDi	NDi	NDi
Subventions alimentaires	NDi	NDi	NDi
<b>Facteurs structurels</b>			
Degré d'insécurité civile	NDs	NDs	NDs
Degré/dégâts de l'insécurité civile (nombre de marchés inaccessibles, cheptels perdus, production détruite, etc.)	NDi	NDi	NDi

Prévalence d'avoir subi le choc relatif aux conflits armés, à la violence et à l'insécurité au cours des 3 dernières années	OK	NDs	NDs
Routes goudronnées	NDi	NDi	NDi
Routes villageoises	OK	NDs	NDs
<b>Fonctionnement des marchés</b>			
Accessibilité physique aux marchés	NDi	NDi	NDi
Coût d'accès aux marchés alimentaires	NDi	NDi	NDi
<b>FACTEURS</b>	<b>BURKINA FASO</b>	<b>MALI</b>	<b>NIGER</b>
Nombre de marchés (fonctionnels et non fonctionnels)	NDi	NDi	NDi
Type de marché ou boutique fréquentée (supermarché, marché ordinaire, etc.)	NDi	NDi	NDi
<b>Offre</b>			
Accès à la terre	NDs	NDs	NDs
Autoconsommation	NDs	NDs	NDs
Coût de l'énergie électrique	NDi	NDi	NDi
Coût de production de chacune des cultures, y compris les cultures irriguées et produits forestiers non ligneux	NDi	NDi	NDi
Distance avec les zones d'agriculture	NDi	NDi	NDi
Mode de stockage alimentaire et niveau d'équipement en infrastructures de stockage	NDi	NDi	NDi
Pertes postproductions alimentaires	NDi	NDi	NDi
Proportion des terres cultivées; superficie des cultures sous serre	OK	NDs	NDs
Rendement agricole (des principaux produits agricoles)	NDi	NDi	NDi
Répartition par culture des terres cultivées	NDi	NDi	NDi
Taux de couverture des besoins en céréales par rapport à la production définitive	OK	NDs	NDs
Terres arables	NDs	NDs	NDs
<b>Revenu des ménages</b>			
Chômage	NDs	NDs	NDs
Dépenses de santé des ménages	NDs	OK	NDs
Possession d'une habitation en matériaux définitifs	NDs	NDs	NDs
Proportion de la population par secteur d'activité par région	NDs	NDs	NDs
Proportion des ménages vivant en promiscuité	OK	NDs	NDs
Ratio de dépendance (population active/population inactive)	OK	NDs	NDs

Note. NDi = non disponible; NDs = non désagrégée; OK = disponible, désagrégée et harmonisée

Tableau 2 – Diagnostic de la qualité des données par pays

#### 4.1 L'indisponibilité des données

Aucune source de données publiquement accessible n'a pu être identifiée pour plusieurs variables nécessaires à l'analyse de l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive. Il s'agit par exemple :

- des informations sur les productions maraîchères en volume comme en valeur;
- leur utilisation marchande ou non;
- le jeu des acteurs (p. ex., réseaux des commerçants et leurs stratégies);
- les aides et assistances humanitaires (p. ex., achats institutionnels des céréales désagrégés en part des États et ceux des partenaires);
- le nombre et le type d'interventions réalisées pour faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par zone ainsi que leurs bénéficiaires;
- le montant des investissements agricoles publics comme privés;
- le volume et la valeur des flux transfrontaliers ainsi que ceux des stocks.

À priori, la plupart de ces données peuvent être constituées à partir des documents divers disponibles chez les différents acteurs de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Or, force est de constater que leur compilation dans une base de données n'est pas disponible.

Plus globalement, la disponibilité des données reste un problème majeur. Les États et leurs partenaires semblent concentrés sur la production d'un noyau de données qu'ils jugent centrales, sans tenir compte suffisamment du caractère multidimensionnel de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La compréhension robuste nécessite des données sur les échanges et les prix, et ce, en séries temporelles et géoréférencées pour tenir compte de la saisonnalité, facteur clé de la question. Des données permettant de capter les questions sociologiques (p. ex., les habitudes alimentaires croisées aux aliments disponibles dans le temps et l'espace) sont aussi à concevoir et à produire.

Ces exigences traduisent le besoin de sortir d'une vision fortement centrée sur la « nutrition-santé » dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

#### 4.2 L'harmonisation des données

Pour des besoins de comparabilité, l'exigence d'avoir des données récentes et sur les mêmes périodes pour les trois pays reste un défi majeur. Par exemple, les informations sur les revenus des ménages ne sont pas systématiquement disponibles pour des périodes similaires ni à des fréquences régulières dans la zone. De même, certaines données démographiques ne portent pas sur la même période; conséquence de la réalisation des grandes opérations de collecte de données à des dates différentes. On peut citer à titre illustratif la proportion des enfants de moins de 5 ans par région, dont les données datent de 2019 pour le Burkina Faso, de 2021 pour le Mali et de 2020 pour le Niger.

Sur le plan conceptuel, des défis persistent. Les concepts de « marché alimentaire » ou encore de « ménage » méritent une harmonisation au sein des trois pays. Dans le premier cas, la classification des marchés est nécessaire à travers une typologie commune définie, soit sur la taille, soit sur le type de produits alimentaires les plus disponibles. Quant à la définition du ménage, sans une harmonisation rigoureuse, elle peut cacher des réalités sociales différentes entre les pays ou les zones d'un même pays. Le problème réside particulièrement dans la confusion potentielle avec la « famille » ou la « concession ». À ce sujet, une mise en commun de ce que renferme le concept pourrait être faite à partir des grandes opérations de collecte de données, comme le recensement de la population.

### 4.3 La désagrégation des données

Rares sont les données dont la désagrégation dépasse l'échelle régionale (premier découpage administratif du pays). Par ailleurs, dans certains pays, certaines données ne sont disponibles qu'à l'échelle nationale. C'est le cas du taux de couverture des besoins en céréales par rapport à la production définitive; du type et du niveau de vulnérabilité alimentaire et sanitaire.

En général, le niveau de désagrégation de la grande majorité des données disponibles reste insuffisant. Pour mieux comprendre les problèmes liés à l'abordabilité, il serait important de disposer de données désagrégées au moins à l'échelle communale, voire du village. Le fait que les données disponibles sont, dans le meilleur des cas, désagrégées à l'échelle régionale limite leur pertinence pour capter les spécificités locales. De plus, la faible fréquence des enquêtes, associée à du suivi et à une mise à jour parfois insuffisants des bases de données, pose un problème d'actualité et de complétude, sachant que les données statistiques sont, à certains égards, périssables, particulièrement quand il s'agit d'informer de l'état d'une situation aussi importante que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Une meilleure coordination entre les acteurs institutionnels permettrait d'intégrer, dans les enquêtes à fréquence plus courte, certaines questions essentielles. Les modules qui nécessitent une plus grande attention incluraient, par exemple, des informations sur :

- les dépenses de consommation;
- les coûts d'accès au marché;
- l'autoconsommation des ménages; et
- les différentes sources d'approvisionnement.

Ces ajustements faciliteraient l'accès à des données plus actuelles et adaptées aux besoins d'analyse.

### Conclusion

Dans un contexte marqué par une persistante crise alimentaire et nutritionnelle, cette analyse visait à évaluer la qualité des données nécessaires pour estimer les déterminants de l'abordabilité d'une alimentation saine et nutritive dans les pays du Sahel central, formé par le Burkina Faso, le Mali et le Niger. À partir d'un modèle conceptuel développé pour saisir ces déterminants, il en ressort que, nonobstant l'existence de bases de données, souvent administrées par des organisations internationales et librement accessibles en ligne, un grand nombre de données présentent des lacunes majeures. L'analyse a permis de classer les variables explicatives nécessaires en trois principales catégories, suivant leurs limites majeures identifiées.

#### *Variables avec données manquantes*

Le premier groupe est formé par les variables pour lesquelles il manque les données pour les estimer. Ce manque résulte principalement de la non-production (collecte) de ces informations et, éventuellement, de leur non-publication. Les variables manquantes sont principalement relatives à la production agricole hors saison hivernale et aux intrants; au commerce, aux marchés et aux flux économiques et des échanges; aux chocs et vulnérabilités (catastrophes, conflits, crises) et leurs conséquences précises; aux infrastructures et financements agricoles; et aux volumes et montants des aides humanitaires. Pour pallier l'énorme manque de données, les acteurs devront intégrer, sur le plan statistique, une perspective plus large que la dimension « nutrition-santé ».

*Variables avec limites en matière d'harmonisation*

Le deuxième groupe de variables présente des limites en matière d'harmonisation. Cette dimension de la qualité des données présente globalement une situation acceptable pour les données accessibles. Les données du *Cadre harmonisé* (CILSS, 2022), soit des variables macroéconomiques (revenu des ménages, données du commerce extérieur des produits alimentaires, etc.), ainsi que les variables démographiques présentent de forts niveaux de compatibilité dans le temps et, surtout, dans l'espace. Un des plus grands défis à ce sujet consiste en l'harmonisation des concepts comme « marché alimentaire » ou « ménage ». Les modes d'évaluation des natures et impacts des catastrophes naturelles doivent également faire l'objet d'harmonisation. En un mot, le défi réside dans la définition d'une nomenclature commune et de périodes de collecte similaires entre les pays, tout en respectant le calendrier des collectes et de diffusion des données.

*Variables avec limites en matière de désagrégation*

Le troisième groupe est formé par les variables présentant des limites en matière de désagrégation. Celle-ci constitue la composante de la qualité sur laquelle les données ont le plus de lacunes. Les données, quand elles existent, ont une portée tout au plus liée à l'échelle régionale (premier découpage administratif), alors que le modèle d'analyse des déterminants de l'abordabilité produirait des résultats plus robustes avec des données à l'échelle communale, avec l'hypothèse d'un marché alimentaire majeur par commune.

En somme, les questions majeures qui méritent de disposer des données de qualité révèlent des dynamiques du marché, incluant les fluctuations des prix; les structures de marché; les politiques commerciales des produits alimentaires; les systèmes de distribution; les coûts d'accès au marché et des transactions; les stratégies des acteurs; et le commerce transfrontalier non enregistré.

Parallèlement, des défis majeurs restent dans la comparabilité des données. Il urge de disposer, pour les trois pays du Sahel central, d'un dispositif d'harmonisation des données exhaustives pour analyser plus profondément les questions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une attention particulière devra être accordée à la fréquence et à la désagrégation des données sur les revenus des ménages, dans une vision plus holistique de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce besoin d'harmonisation, tant méthodologique qu'opérationnel, devient particulièrement pressant puisque les trois pays forment désormais une confédération, avec une perspective affirmée politiquement de devenir une fédération.

**NOTES**

- 1 <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/hunger>
- 2 Les enquêtes SMART sont des enquêtes standardisées et simplifiées visant à collecter des données de qualité sur la situation nutritionnelle et sur la mortalité en situation d'urgence pour éclairer la prise de décision.

**RÉFÉRENCES**

AFRISTAT. (2016). *Cadre de gestion de la qualité des statistiques dans les pays membres d'AFRISTAT*.

AFRISTAT. (2020). *Rapport d'activité 2020*. [https://www.afristat.org/wp-content/uploads/CD42\\_04\\_Rapport\\_Activite\\_2020\\_AFRISTAT.pdf](https://www.afristat.org/wp-content/uploads/CD42_04_Rapport_Activite_2020_AFRISTAT.pdf)

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD). (2020). *Bilan de mise en œuvre du Schéma directeur de la statistique du Sénégal (2014-2019)*. République du Sénégal. <https://www.ansd.sn/sites/default/files/2022-04/Rapport-final-SNDS-III%20%282%29.pdf>

- Awoyemi, A. E., Issahaku, G. et Awuni, J. A. (2023). Drivers of household food security: Evidence from the Ghana living standards survey. *Journal of Agriculture and Food Research*, 13, 100636. <https://doi.org/10.1016/j.jafr.2023.100636>
- Banque africaine de développement. (2020). *Rapport de progrès de l'initiative du Réseau d'information pour l'Afrique (African Information Highway)*.
- Breman, H. et Sissoko, K. (dir). (1998). *L'intensification agricole au Sahel*. Karthala.
- Bricas, N. et Daviron, B. (2008). De la hausse des prix au retour du « productionnisme » agricole : les enjeux du sommet sur la sécurité alimentaire de juin 2008 à Rome. *Hérodote*, 131, 31-39. <https://doi.org/10.3917/her.131.0031>
- Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). (2022). *Cadre harmonisé – Manuel 3.0 : analyse et identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle*. [https://agrhyet.cilss.int/wp-content/uploads/2024/06/Manuel-CH3.0-Édition2023\\_Fr.pdf](https://agrhyet.cilss.int/wp-content/uploads/2024/06/Manuel-CH3.0-Édition2023_Fr.pdf)
- Commission économique pour l'Afrique, Banque africaine de développement et Partenariat mondial pour les données de développement durable. (2019). *Rapport sur la révolution des données en Afrique 2019*.
- Data2X. (2021). *Mapping gender data gaps : 2021 Edition*.
- Devarajan, S. (2013). Africa's Statistical Tragedy. *Review of Income and Wealth*, 59(S1), S9–S15. <https://doi.org/10.1111/roiw.12013>
- Famine Early Warning Systems Network. (2025). *West Africa Seasonal Monitor*. <https://fews.net/west-africa/seasonal-monitor/may-2025/print>
- Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). (2023). *État de la population mondiale 2023 : huit milliards d'humains, un horizon infini de possibilités*. <https://www.unfpa.org/fr/svp2023>
- Fonds monétaire international (FMI). (2024). *Cadre d'amélioration de la qualité des données du Fonds mondial*. [https://resources.theglobalfund.org/media/15264/cr\\_data-quality-improvement\\_framework\\_fr.pdf](https://resources.theglobalfund.org/media/15264/cr_data-quality-improvement_framework_fr.pdf)
- Fourmier, F. (2022). *La faim justifie des moyens : s'engager à réduire durablement et à prévenir l'insécurité alimentaire des ménages au Québec*. Observatoire québécois des inégalités. [https://observatoiredesinegalites.com/wp-content/uploads/2023/09/La-faim-justifie-des-moyens\\_compressed.pdf](https://observatoiredesinegalites.com/wp-content/uploads/2023/09/La-faim-justifie-des-moyens_compressed.pdf)
- Groupe de la Banque mondiale. (2025). *Qu'est-ce que la sécurité alimentaire et comment la Banque mondiale la promeut?* <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/agriculture/brief/food-security-update/what-is-food-security>
- Herforth, A., Bai, Y., Venkat, A., Mahrt, K., Ebel, A. et Masters, W. A. (2020). *Cost and affordability of healthy diets across and within countries: Background paper for The State of Food Security and Nutrition in the World 2020* [Agricultural Development Economics Technical Study No. 9]. FAO. <https://doi.org/10.4060/cb2431en>
- High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition (HLPE). (2017). *Nutrition and food systems: A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*. FAO. <https://www.fao.org/3/i7846e/i7846e.pdf>
- Institut national de la statistique (INSTAT). (2021). *Revue du Schéma directeur de la statistique 2015-2019*. République du Mali. <http://www.instat-mali.org/index.php/fr/actualites-et-evenements/revue-du-schema-directeur-de-la-statistique>
- Institut national de la statistique et Sous-Direction Nutrition. (2021). *Enquête Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Retrospective en décembre 2020 – 10e édition au Mali*. République du Mali. [https://www.instat-mali.org/laravel-filemanager/files/shares/eq/rafsmart20\\_eq.pdf](https://www.instat-mali.org/laravel-filemanager/files/shares/eq/rafsmart20_eq.pdf)
- International Food Policy Research Institute (IFPRI). (2020). *2020 Global food policy report: Building inclusive food systems*. <https://doi.org/10.2499/9780896293670>
- Jerven, M. (2013). *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do About It*. Cornell University Press.
- Maxwell, S. et Smith, M. (1992). *Household food security: A conceptual review*. Institute of Development Studies. <https://www.drcsc.org/resources/FoodSecurity-Concept%20of%20Food%20Security2.pdf>
- Ministère de l'Agriculture, des Ressources animales et Halieutiques (MARA). (2022). *Présentation du Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA) et du Système d'information sur les marchés à bétail (SIMB)*. Gouvernement du Burkina Faso.

- Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAE). (2022). *Présentation du SIMA et du SIMB*. République du Niger.
- Ministère de la santé. (2020). *Enquête Nutritionnelle Nationale - Rapport final SMART 2020*. Burkina Faso. [https://reliefweb.int/attachments/9a3052bd-e73b-35f3-95ea-294d22c790d9/bfa\\_rapport\\_smart\\_2020\\_vf.pdf](https://reliefweb.int/attachments/9a3052bd-e73b-35f3-95ea-294d22c790d9/bfa_rapport_smart_2020_vf.pdf)
- Ministère de la Santé Publique et Institut national de la statistique. (2022). *Rapport SMART 2022. Enquête Nutritionnelle et de Mortalité Rétrospective au Niger*. République du Niger. <https://pnin-niger.org/web/wp-content/uploads/2023/01/RAPPORT-SMART-Niger-2022.pdf>
- Ministère du Développement rural (MDR). (2021). *Le Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA) et le Système d'information sur les marchés à bétail (SIMB) du Mali*. République du Mali.
- Moussa, S., Dzoukou Homsî, C. L., Magagi, S., Cissé, R. et Fall, A. S. (2023). *Fonctionnement des marchés alimentaires, sécurité alimentaire et nutritionnelle et abordabilité d'une alimentation saine et nutritive au Centre Sabel*. LARTES-IFAN.
- Nébié, E. K. I., Ouédraogo, R. C. et Béné, C. (2021). Food security and climate shocks in Senegal: Who and where are the most vulnerable households? *Economics of Disasters and Climate Change*, 5(3), 435-456. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100513>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (1996). *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale*. <https://www.fao.org/3/w3613f/w3613f00.htm>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2008). *Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire*. <https://www.fao.org/4/al936f/al936f00.pdf>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2018). *Hand-in-hand: Scaling up the disaggregated data for inclusive rural transformation*.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et United Nations Children's Fund (UNICEF). (2023). *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 : urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. <https://doi.org/10.4060/cc3017fr>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et United Nations Children's Fund (UNICEF). (2024). *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 : des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*. <https://doi.org/10.4060/cd1276fr>
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2024). *Malnutrition*. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/malnutrition>
- Orjiakor, E. C., Amadi, M. U., Oladimeji, O. et Maziya-Dixon, B. (2023). Household living conditions and food insecurity in Nigeria. *BMJ Open*, 6(1), e000493. <https://api.semanticscholar.org/CorpusID:255469049>
- Programme Alimentaire Mondial. (2020). *Suivi saisonnier en Afrique de l'Ouest - Saison 2020*. <https://fcluster.org/sites/default/files/documents/wafricaseason202010fr.pdf>
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2024). *Rapport sur le développement humain 2023-2024: Sortir de l'impasse. Repenser la coopération dans un monde polarisé*. [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-10/hdr23\\_full\\_report\\_0319\\_fr\\_v2\\_0.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-10/hdr23_full_report_0319_fr_v2_0.pdf)
- Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). (2024). *Relevé des conclusions : réunion restreinte du RPCA (3-5 avril 2024)*. Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE). [https://www.food-security.net/uploads/2024/04/FR\\_2024-04\\_RPCA-Summary\\_of\\_conclusions.pdf](https://www.food-security.net/uploads/2024/04/FR_2024-04_RPCA-Summary_of_conclusions.pdf)
- Salgado Baptista, D. M., Farid, M., Fayad, D., Kemoe, L., Lanci, L. S., Mitra, P., Muehlschlegel, T. S., Okou, C., Spray, J. A., Tuitoek, K. et Unsal, F. D. (2022). *Climate Change and Chronic Food Insecurity in Sub-Saharan Africa*. International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9798400218507.087>
- Sawadogo, P. M., Toukara, M., Ouédraogo, M. et Zeba, A. N. (2022). Individual and contextual factors associated with maternal healthcare utilisation in Mali: a cross-sectional study using Demographic and Health Survey data. *BMJ Open*, 12(7), e057681. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2021-057681>

- Tetteh, J., Badasu, D. M. et Doodoo, N. D. (2024). Prevalence and factors associated with food insecurity among older adults in Ghana: Evidence from the WHO Study on Global Ageing and Adult Health (SAGE). *BMC Geriatrics*, 24(110), 456-465.
- Union africaine. (2009). *Charte africaine de la statistique*. Commission de l'Union africaine. [https://au.int/sites/default/files/treaties/36412-treaty-african\\_charter\\_on\\_statistics\\_fre.pdf](https://au.int/sites/default/files/treaties/36412-treaty-african_charter_on_statistics_fre.pdf)
- Union africaine. (2015). *Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons*. Commission de l'Union africaine. [https://au.int/sites/default/files/documents/33126-doc-06\\_the\\_vision\\_french.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/33126-doc-06_the_vision_french.pdf)
- Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2018), *Dynamiques du développement en Afrique 2018 : Croissance, emploi et inégalités*. Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264302525-fr>
- United Nations Children's Fund (UNICEF). (2019). *Progress for every child in the SDG era: Are we on track to achieve the SDGs for children?*. <https://www.unicef.org/reports/progress-for-every-child-in-the-sdg-era-2019>
- Zakari, S., Ying, L. et Song, B. (2014). Factors influencing household food security in West Africa: The case of Southern Niger. *Sustainability*, 6(3), 1191-1202. <https://doi.org/10.3390/su6031191>